

## **LES DEMANDES DES AUTOMOBILISTES AUX FUTURS ELUS !**

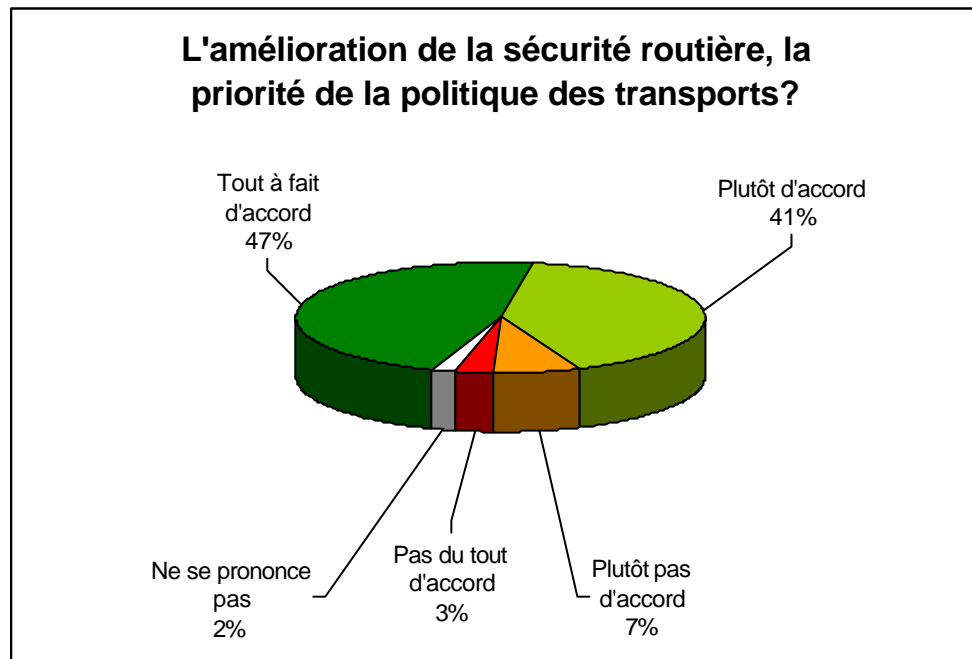
**Q**u'attendent les 36 millions d'automobilistes français de leurs futurs élus ?

**P**our le savoir, la Fédération Française des Automobile-Clubs et des Usagers de la Route est à l'écoute permanente de ses 200 000 membres. Elle a fait procéder aussi à de nombreux sondages d'opinion.

**L**es attentes des français peuvent être regroupées en deux catégories. Les premières concernent la Sécurité. Les secondes la Mobilité.

## I - LA SECURITE ROUTIERE

De très loin, la première attente des automobilistes français est l'amélioration de la sécurité routière. **88 % des Français considèrent que l'amélioration de la sécurité routière doit être la première priorité de la politique nationale des transports.** (Ipsos – Mai 2002)



Cette opinion est partagée aussi bien par ceux qui ont une ou plusieurs voitures chez eux que par ceux, très minoritaires, qui n'ont pas de voiture.

Il y a donc là une demande sociale très forte, qui rejoint le point de vue des Automobile-Clubs, qui n'ont cessé depuis des années de plaider avec la plus grande insistance pour un renforcement des moyens accordés à cette grande cause nationale et pour un changement de politique dans ce domaine.

Malheureusement, les Automobile-Clubs n'ont pas été entendus par le précédent gouvernement, qui a cru pouvoir régler le problème par des discours. L'absence d'une politique forte explique les résultats désastreux obtenus par notre pays aux cours des années récentes, puisqu'au lieu de la division par deux que le précédent gouvernement s'était fixé comme objectif, les accidents ont à peine régressé (environ 7 600 tués en 2001 contre environ 8 000 en 1997). Alors qu'en 1980, la France ne recensait pas plus de tués que l'Allemagne de l'Ouest, elle en compte aujourd'hui 50 % de plus !

**Les Automobile-Clubs demandent donc une rupture complète de la politique menée, qui se traduise par des actes et non par des discours.**

Cette politique devrait à leurs yeux s'attaquer à deux aspects essentiels de la lutte contre les accidents : l'amélioration du comportement du conducteur et l'amélioration du réseau routier.

## **A - L'AMELIORATION DU COMPORTEMENT DU CONDUCTEUR**

Depuis des années, les français ont entendu des incantations leur demandant de mieux se comporter sur la route. Ceci n'a servi à rien.

Pour changer réellement le comportement des usagers de la route, il faut utiliser les moyens de notre époque, à la fois pour communiquer avec eux et pour faire respecter les règlements et les lois.

- **POUR DES CAMPAGNES MASSIVES DE COMMUNICATION**

La France compte 36 millions de conducteurs, et 60 millions d'usagers de la route.

Il est évidemment impossible d'entrer en contact individuellement avec chacun d'entre eux, par exemple pour leur donner une formation complémentaire, même si ce serait souhaitable.

Par contre, l'expérience étrangère et française a montré qu'il était possible de faire évoluer les états d'esprit en recourant aux médias de communication de masse (télévision, radio, presse, affichage, etc.). Mais ceci nécessite des moyens qui soient à la hauteur de l'enjeu. Or, face à un drame qui coûte chaque année à la collectivité 23 milliards d'Euros (150 milliards de francs), les budgets consacrés aux campagnes nationales d'information sont dérisoires (environ 10 millions d'Euros, soit moins de deux mille fois moins que le coût des accidents).

**Sans rupture dans les moyens, il n'y aura pas de rupture dans les résultats.**

- **POUR DES CONTROLES EFFICACES ET JUSTES**

Les Automobile-Clubs sont tout à fait conscients que les contrôles sont indispensables pour contribuer à l'amélioration du comportement des usagers de la route et donc à la chute des accidents. Ils plaident donc pour des contrôles efficaces, modernes et intelligents.

Trop souvent, les usagers ont le sentiment que ces contrôles sont aléatoires, mal organisés et très insuffisants là où il faudrait qu'ils soient systématiques, par exemple pour l'alcool.

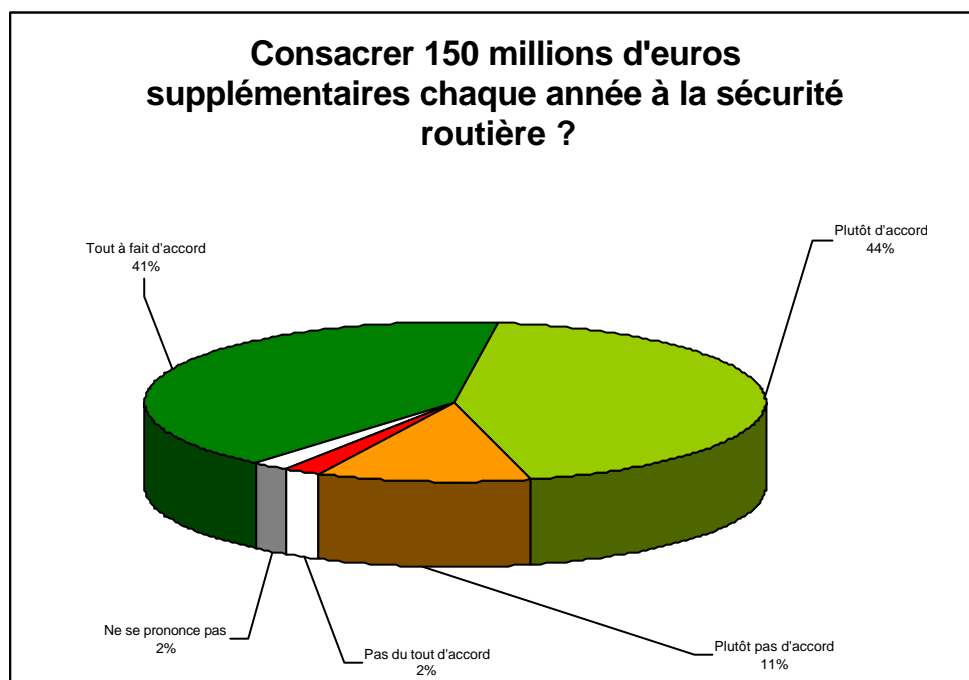
Trop souvent aussi, ces contrôles ne sont pas suivis d'effet, les services judiciaires étant encombrés, ce qui contribue à un sentiment de « loterie » contraire à une bonne efficacité.

De même que pour les campagnes d'information, la clé du changement dans le domaine des contrôles et des sanctions réside dans l'octroi aux services compétents de moyens à hauteur de l'enjeu, alors que ces derniers sont aujourd'hui totalement inadaptés à celui-ci.

**En conclusion, la sécurité routière a été le parent pauvre de la politique nationale des transports alors qu'elle aurait dû être sa priorité.**

Qu'il s'agisse des campagnes d'information ou des contrôles, les Automobile-Clubs réclament depuis des années que soit dégagé un montant exceptionnel global de 1 milliard de francs (150 millions d'Euro) pour introduire une rupture dans la lutte contre les accidents.

**Cette demande est approuvée par 85 % des français interrogés par l'Ipsos (mai 2002).**



S'agissant de la réglementation de la circulation, les Automobile-Clubs considèrent qu'il n'y a pas lieu de la modifier encore et d'introduire une fois de plus de nouveaux textes législatifs ou réglementaires, à deux exceptions près.

La première concerne l'usage des feux de croisement de jour, qui épargnerait des centaines de victimes chaque année.

Devant les hécatombes qui endeuillent tant de familles qui perdent leurs enfants en fin de semaine, les Automobile-Clubs approuveraient par ailleurs l'adoption d'un taux d'alcool « zéro » pendant deux ou trois ans pour les nouveaux conducteurs, afin de généraliser la pratique du « conducteur désigné ». Les deux tiers des français approuveraient cette mesure (sondage Sofres mai 1998).

**D'une manière plus générale, la Fédération des Automobile-Clubs demande que tout soit mis en œuvre pour obtenir une baisse de 20 % du nombre des tués en 18 mois, ce qui est un objectif réaliste comme l'ont montré d'autres pays.**

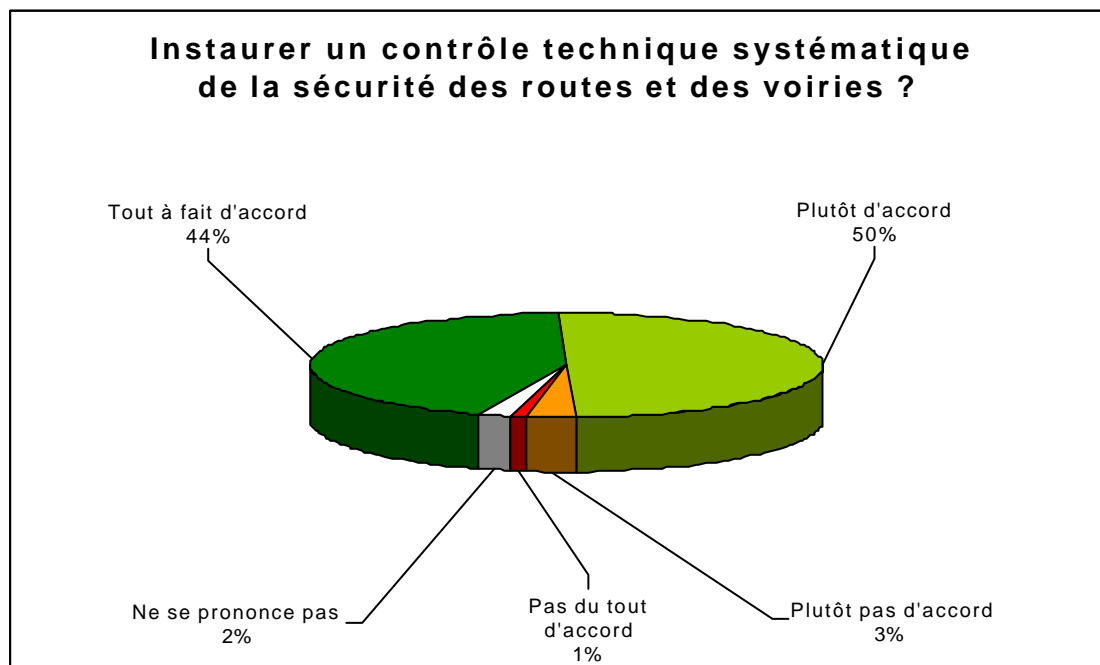
## **B - L'AMELIORATION DU RESEAU ROUTIER**

Le réseau routier français est dans son ensemble en bon état du point de vue des chaussées. Mais il est très imparfait du point de vue de la sécurité et il subsiste de multiples endroits où il est dangereux d'une manière inacceptable à notre époque.

La photo ci-jointe, prise à moins de 100 kilomètres de Paris sur une grande route nationale en témoignage. Alors que le trafic y est considérable, et qu'il y a toute la place pour implanter des glissières de sécurité, celles-ci font défaut, faute de crédits. Une telle situation n'est pas admissible.

C'est pourquoi les Automobile-Clubs demandent depuis des années que les routes fassent l'objet d'un contrôle technique systématique de leur sécurité pour permettre ensuite les améliorations nécessaires.

**Ce point de vue est approuvé par 94 % des français (sondage Ipsos - mai 2002) et c'est là une demande prioritaire que les Automobile-Clubs adressent aux futurs députés afin qu'ils adoptent le texte de loi nécessaire.**



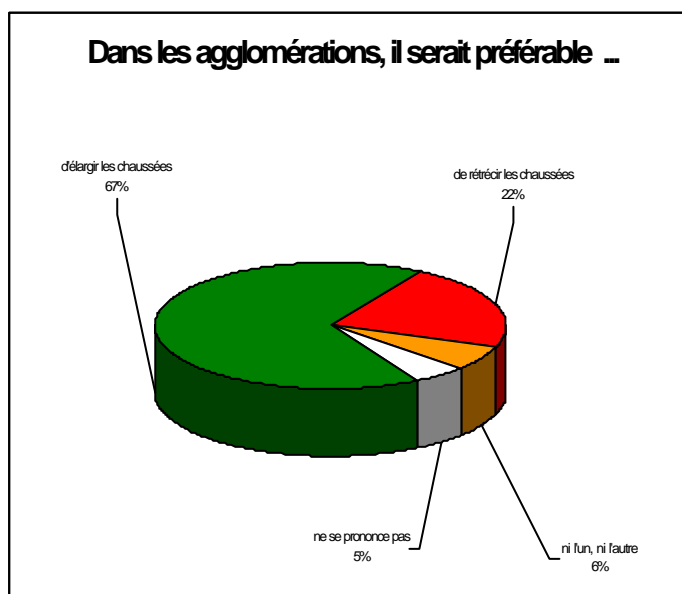
## II - LA MOBILITE

Si les automobilistes français sont attachés par priorité à la sécurité routière, ils demandent aussi à pouvoir circuler facilement. Sauf pour une partie de la petite minorité qui habite les centre-villes, la voiture est devenue un instrument de la vie quotidienne qui est indispensable pour aller travailler, faire les courses, déposer les enfants à l'école quand celle-ci est loin, rendre visite à la famille et aux amis. 80 % des Françaises qui ont une voiture à leur disposition déclarent que celle-ci « leur a vraiment changé la vie » (Sondage Sofres Septembre 1999). 92 % des Français et des Françaises ont le sentiment que la voiture est un élément essentiel de leur liberté de vie (Sondage Sofres Mai 1998). Ceci explique que, dans la majorité des foyers (52 %), il y a désormais plus d'une voiture (sondage Ipsos mai 2002), et que seuls 9 % des Français –en général des jeunes ou des personnes âgées- habitent dans des foyers où il n'y en a pas.

C'est ainsi que la proportion de ceux qui vont travailler en voiture ne cesse d'augmenter. Elle atteint désormais 74 % (sondage Ipsos mai 2002). Les trois quarts des français utilisent donc leur voiture pour rejoindre leur lieu de travail, ce qui leur permet le plus souvent de gagner un temps de trajet précieux.

C'est pourquoi les Automobile-Clubs demandent la fin de la politique systématiquement « anti-voiture » qui a été en vogue au cours des dernières années, et qui ne correspond nullement aux souhaits de la majorité des français.

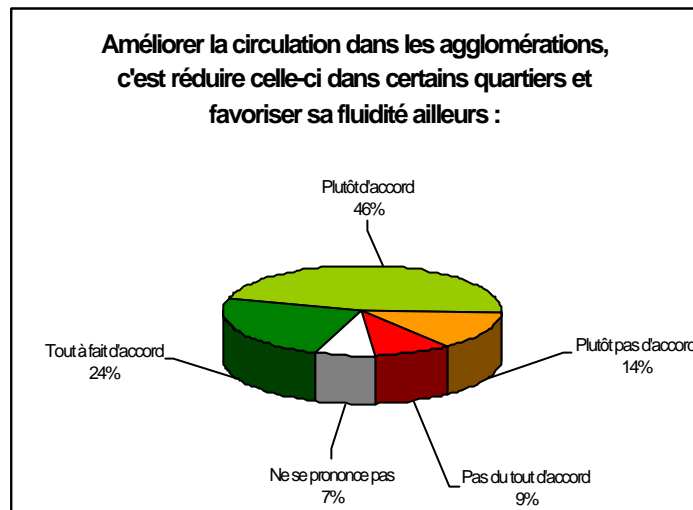
**Lorsque l'on demande à ceux-ci s'il serait préférable, dans les agglomérations, de rétrécir les chaussées ou de les élargir, la réponse est sans ambiguïté. Il y a trois fois plus de partisans de la première solution (67 %) que de la seconde (22 %).**



Même dans l'agglomération de Paris, les résultats n'y sont guère différents (59 % contre 26 %). La politique mise en œuvre à Paris et dans d'autres villes ne correspond nullement aux vœux de la majorité de la population.

**Les Français approuvent massivement (70 % contre 23 %) la position des Automobile-Clubs qui n'a jamais été celle du « tout voiture » et qui est avant tout pragmatique et équilibrée : il est justifié de réduire la circulation dans certains quartiers, mais il faut par contre favoriser ailleurs une meilleure fluidité de la circulation (Sondage Ipsos – mai 2002).**

**Les Automobile-Clubs demandent que la « loi sur l'air », qui stipule qu'il faut réduire par principe partout la circulation, soit modifiée en ce sens.**



**Les Automobile-Clubs demandent également que les membres du gouvernement responsables disent la vérité aux français en ce qui concerne la qualité de l'air, au lieu de la cacher comme cela a été systématiquement le cas dans le passé.**

Comme en témoignent de multiples documents officiels, la vérité, c'est que la qualité de l'air est en amélioration très rapide, alors que **99 % des français sont persuadés du contraire et que la grande majorité (66 %) pense même qu'elle ne cesse de se détériorer** (sondage Ipsos – février 2002).

